



DJIBOUTI

Allocution de
S.E.M le Président de la République
ISMAÏL OMAR GUELLEH

La 70ème Session de l'Assemblée Générale des Nations Unies

Louange à Dieu que la paix et la bénédiction soient sur le Prophète, sa
Famille et ses Compagnons,

**Monsieur le Président,
Excellences, Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etats et de Gouvernements,
Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies,
Mesdames et Messieurs,**

At the ousted, allow me to congratulate H.E Mogens Lykkesøft, as well as his country, the kingdom of Denmark, on his election to the presidency of the General Assembly. With his wisdom and experience, I am confident that he will successfully steer the proceedings of this Assembly. I assure him of my delegation cooperation and support.

I would also like to extend my heartfelt thanks to H.E Sam Kutesa, who had just concluded the 69th session of this Assembly. Mr Kutesa has worked tirelessly to promote the work of the General Assembly and we are grateful to him for his dedicated service.

Finally, I would like to thank our Secretary-General, H.E. Ban Ki-moon, for his leadership, dedication and personal commitment towards advancing the agenda of this Organization.

Monsieur le Président,

Avant de commencer mon discours, je souhaiterais saisir cette occasion pour rendre un hommage appuyé à la mémoire de Son Excellence Robleh Olhaye, Représentant Permanent de Djibouti auprès des Nations Unies et Ambassadeur de la République de Djibouti aux États-Unis. Mon pays et moi-même avons perdu un frère et un grand patriote. La famille des Nations Unies, a quant à elle, perdu un collègue et un ami.

Feu Robleh Olhaye fut l'exemple même du diplomate chevronné et expérimenté. Son parcours est impressionnant, sa vie riche en enseignements et ses succès immenses. Je voudrais souligner notamment son combat permanent pour le développement économique et commercial en faveur du continent africain. Il a représenté notre pays et toute l'Afrique avec fierté.

Le chagrin et la peine que nous ressentons aujourd'hui suite à sa disparition, sont allégés par les nombreux messages de respect et de compassion qui nous parviennent de par le monde.

Il nous manquera tous profondément ! Que le Tout-Puissant puisse l'accueillir dans son Paradis Eternel. Amin.

Monsieur le Président,

C'est pour moi un honneur de prendre, encore une fois, la parole devant cette Assemblée des peuples pour célébrer avec les hommes et les femmes de tous les pays, de toute race, de toute langue et de toute culture, le soixante-dixième anniversaire de la fondation de l'Organisation des Nations Unies. La Charte de l'Organisation des Nations Unies, lors de son élaboration en 1946, constituait un message d'espoir rédigé au lendemain, d'un des chapitres les plus sombres de l'histoire humaine. Elle symbolisait, en effet, l'aspiration de la communauté mondiale à la paix et à la coopération.

Cette année, **Mesdames et Messieurs**, nous célébrons, non seulement, le soixante-dixième anniversaire de notre chère organisation, ce qui constitue une date historique en soit, mais également le vingtième anniversaire de la Conférence de Pékin ainsi que les quinze ans depuis l'adoption de la Déclaration du Millénaire.

2015 est une année cruciale; 2015 est une année, porteuse de nombreux espoirs. Malgré les efforts soutenus engagés pour atteindre un monde de prospérité, d'équité, de liberté, de dignité et de paix pour tous les peuples, nous savons tous, hélas, qu'il nous reste un long chemin à parcourir.

Incontestablement, la communauté internationale reste confrontée à un éventail sans précédent de défis considérables: la pauvreté et la faim ; la persistance du chômage et des violents conflits armés ; le changement climatique...

Et pas plus tard que l'année dernière, nous avons vu des systèmes de santé de pays frères, dépassés, face à de nouvelles menaces terribles telles que le virus de l'Ebola, tandis que de nouveaux défis ont émergé, menaçant en permanence la paix et la sécurité. Nous aurons l'occasion d'y revenir mais permettez-moi pour l'heure d'aborder les conséquences de la fragilité macro-économique dans l'économie mondiale et les défis multiples et multiformes posés à nos pays, ainsi que l'importance de l'instauration d'un système multilatéral commercial crédible et bénéfique pour tous.

Monsieur le Président,

Le contexte économique et financier mondial reste plus que jamais préoccupant. La crise financière et économique de 2008 a eu des conséquences multidimensionnelles et un grand nombre de pays en développement continuent d'être confrontés à une situation macroéconomique difficile. Toute réponse dessinée à résoudre cette situation devrait tenir compte des besoins spécifiques de l'Afrique et particulièrement des pays les moins avancés et veiller à ce que les engagements pris lors des rencontres internationales puissent être mis en œuvre. A ce titre, nous continuons à observer avec inquiétude les difficultés actuelles que rencontrent les Etats Membres de l'OMC dans les efforts d'identification des voies et moyens de sortir les négociations du cycle de Doha de l'impasse, et établir un programme de travail post-Bali significatif. Les enjeux sont importants car il est de notre responsabilité de construire un système commercial multilatéral crédible qui permette à tous, en particulier les pays en voie de développement de rédiger leurs objectifs en matière d'industrialisation et de transformation structurelle de leurs économies.

Monsieur le Président,

Le changement climatique représente le plus grand défi auquel l'humanité est confrontée, mais également le plus important de notre époque en terme de développement et risque de compromettre la vie des générations futures.

La multitude de réunions sur le changement climatique et le peu de progrès accomplis illustrent à quel point cette question est source de controverses et de divisions. Il est vrai que nos revendications, Mesdames et Messieurs, sont légitimes et compréhensibles. Mais il est, également, vrai que l'Afrique a plus à perdre que d'autres. C'est pour cela que nous sommes disposés à assumer nos responsabilités en vue de réduire nos émissions et que nous souhaitons que le principe de la responsabilité commune mais différenciée soit scrupuleusement respecté.

Chaque région a ses spécificités, et ses préoccupations environnementales qui ne sont pas nécessairement les mêmes que dans les autres régions. Mon pays, lui, est particulièrement exposé à de nombreux aléas naturels, les plus fréquents et les plus destructeurs étant les sécheresses et les inondations.

La République de Djibouti, en dépit de sa contribution marginale à l'émission des gaz à effet de serre, contribue à l'effort mondial de lutte contre ce fléau ravageur. A ce titre, nous avons récemment abrité une Conférence en partenariat avec l'Institut pour le Climat et l'Energie de la prestigieuse université de Yale qui a développé un modèle climatique très pertinent et qui présente tous les scénarios sur les impacts des changements climatiques sur notre région.

C'est dans cet esprit que nous avons proposé de créer et d'abriter à Djibouti un Observatoire régional de l'Environnement. Par ailleurs, mon pays s'est engagé, depuis quelques années, à conduire une politique d'exploitation des énergies renouvelables avec comme objectif affiché de bannir les énergies fossiles à l'horizon de 2020.

C'est la raison pour laquelle nous avons déjà réalisé avec l'Ethiopie un projet d'hydroélectricité et que nous avons, d'ores et déjà, commencé à exploiter le formidable potentiel géothermique, éolien, solaire et d'énergie marémotrice que possède notre pays.

L'environnement est une donnée transversale et transnationale, il nous faut en conséquence et en toute logique, des politiques transversales, transnationales et interdisciplinaires à la hauteur de l'enjeu. Il est, donc, temps d'adopter des objectifs climatiques justes, équitables et scientifiques. Nous espérons que la COP 21 qui aura bientôt lieu à Paris marquera un tournant fondamental et décisif.

Monsieur le Président, l'extrémisme violent est le produit d'une idéologie meurtrière qui prône ouvertement la destruction et l'élimination de l'autre au nom d'une prétendue conviction religieuse alors que l'Islam est une religion qui prône essentiellement l'ouverture, la tolérance et l'amour du prochain.

Notre région, l'Afrique de l'Est, Mesdames et Messieurs, est l'une des premières régions à avoir été victimes d'attaques terroristes. Le groupe Al-Shabaab constitue une grande menace dans notre région et est, à l'origine d'attaques terroristes et de nombreuses tentatives d'attentats dans la plupart des pays de notre région.

Cette expérience douloureuse, nous a permis de développer une connaissance du fonctionnement, des pratiques et des stratégies des groupes terroristes qui gagnerait à être partagée. Les causes qui favorisent l'expansion de ce fléau qu'est l'extrémisme et, de facto, des groupes terroristes, sont profondes et diverses. Les fissures et les fractures que l'on observe dans l'architecture sécuritaire internationale et les zones de conflit du Moyen-Orient et en Afrique ainsi que les difficultés économiques, l'extrême pauvreté, la perception, réelle ou non, de marginalisation génèrent un sentiment d'incertitude et un désir d'appartenance fort, qui peut rendre des groupes sensibles à la rhétorique extrémiste et conduire aux attaques violentes dont nous connaissons le coût humain, les innombrables problèmes sécuritaires, économiques et sociaux qu'elles entraînent.

Hier, le Président Obama a pris l'initiative d'organiser un sommet sur cette thématique qui nous cerne et nous concerne tous.

Nous l'en remercions car le contexte international nous prouve chaque jour le besoin et la pertinence de telles consultations. Aucun pays ne peut combattre ce fléau tout seul car le terrorisme n'a pas de frontières. Pour neutraliser cette menace, nous devons agir ensemble, de manière concrète et décisive. Les stratégies de combat et de prévention contre la violence extrémiste doivent être parfaitement calibrées tout en évitant la sur-réaction. Elles doivent être basées sur une analyse des causes profondes ainsi qu'une compréhension des raisons qui poussent à l'extrémisme.

Les gouvernements, les organisations régionales et internationales, les chefs religieux et les responsables du monde académique et de la société civile doivent unir leurs forces en vue de renforcer la résilience face au terrorisme et mettre sur un pied un plan global visant à consolider la sécurité et la stabilité dans nos pays. A ce titre, mon pays va bientôt créer dans le cadre de l'IGAD, un centre d'excellence de lutte contre l'extrémisme violent (CVE).

Ce dernier a pour objectif de renforcer les capacités des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux et représente un espace de dialogue et une plateforme d'échanges d'informations entre les chercheurs et les spécialistes.

Monsieur le Président,

Les pays membres, ici présents, sont témoins, depuis 2008, de la situation tendue et jusqu'à présent sans solution, qui prévaut dans le nord de mon pays, suite à l'occupation injustifiée et incompréhensible des forces érythréennes d'une partie de notre territoire. Les membres de mon gouvernement et moi-même sommes venus ici, à plusieurs reprises, vous exposer la situation et vous informer du comportement déraisonnable de l'Érythrée qui continue d'ignorer la gravité de la situation et à rejeter toutes tentatives de discussion. Afin de résoudre ce conflit de manière pacifique, mon pays a, depuis le tout début, cherché les bons offices de l'Union africaine, de la Ligue des États arabes, de l'Organisation de la Conférence islamique, de l'ONU.

Nous avons, enfin, accepté la médiation de S.A.R l'Emir du Qatar, pensant que ce pays écouterait raison. Mais en vain.

A ce jour, plus de cinq ans après la signature de l'Accord de médiation, nous attendons toujours la démarcation de la frontière et le retour de nos prisonniers de guerres. Malgré l'appel à la raison de la Communauté Internationale et l'adoption des résolutions 1862 (2009), 1907 (2009) et 2023 (2011), l'Érythrée refuse de reconnaître l'existence même de prisonniers Djiboutiens, bien que deux d'entre eux aient heureusement réussi à s'échapper. Cette attitude de déni, même après le retour et le témoignage de ces prisonniers, et de refus de toute discussion est contraire aux normes et conduites internationales. Elle témoigne du danger que ce pays représente pour la région et la communauté internationale dans son ensemble.

Mon pays a toujours su préserver la paix car nous croyons aux vertus du dialogue et de la médiation.

Toutefois, l'intégrité territoriale de mon pays ne saurait être négociable.

Concernant le Yémen, nous sommes profondément préoccupés par la situation dramatique que connaît actuellement ce pays frère et surtout par la détérioration de la situation humanitaire qui est catastrophique depuis le début du conflit. La République de Djibouti réaffirme sa solidarité avec le peuple yéménite et a pris toutes les dispositions nécessaires afin d'aider et d'accueillir les populations déplacées fuyant les combats. **Mesdames et Messieurs**, la situation qui prévaut, aujourd'hui, au yemen est le résultat du refus de la rébellion d'accepter et de respecter la période de transition politique tel que négociée pendant le processus de dialogue national. En prenant les armes, ils ont mis à feu et à sang ce pays frère et ont contraint le président légitime à quitter le pays.

Nous condamnons les agissements de la rébellion et surtout la menace que ces éléments font peser sur l'unité, l'intégrité, la stabilité et la souveraineté du Yémen.

En outre, l'escalade de la violence au Yémen fait peser de graves menaces sur la sécurité et la stabilité de la région et ouvre un nouveau front de radicalisation, notamment la montée en puissance d'Al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQAP) du côté de notre frontière orientale posant ainsi une menace certaine pour mon pays à travers le détroit de Bab-El-Mandeb.

Nous nous félicitons, à cet égard, de l'intervention militaire des pays frères du Conseil de coopération du Golfe menée par l'Arabie saoudite au Yémen et cela à la demande du Président Hadi Mansour. Nous remercions le Secrétaire général des Nations Unies, M. Ban-Ki-Moon et, à travers lui, M. Ismail Ould Cheikh Ahmed, son envoyé spécial pour le Yémen pour leur dévouement ainsi que les efforts inlassables dont ils font preuve depuis le début de ce conflit.

Nous sollicitons les Nations Unies de redoubler ses efforts et ses activités de bons offices afin de permettre la reprise d'un processus de transition politique pacifique car le règlement de la crise au Yémen passe par le dialogue.

Nous exhortons, enfin, toutes les parties yéménites à participer de bonne foi au dialogue mené sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies.

Monsieur le Président,

En dépit des difficultés et des obstacles quotidiens dont nous sommes tous conscients, la Somalie a réalisé des progrès notables, dont les plus saillants sont la formation fédérale, la mise en place d'administrations régionales ainsi qu'une commission électorale nationale et indépendante.

Cependant, le gouvernement somalien reste confronté à des défis de taille. Il est manifeste pour nous, que la reconstruction de la Somalie est tributaire de la garantie d'un environnement sécuritaire stable. Certes, depuis deux ans, des gros progrès ont été réalisés sur le terrain, toutefois la menace extrémiste n'en subsiste pas moins au vu de la recrudescence des attaques de ces derniers mois. L'attentat contre l'hôtel Jazira le 26 juillet 2015 en est la preuve.

De tels attentats ont démontré que l'AMISOM ne peut se passer du concours des forces de sécurité somaliennes. C'est pourquoi, je réitère notre forte conviction que la mise sur pied d'une armée somalienne convenablement équipée, formée, encadrée et surtout bénéficiant du financement nécessaire est un impératif. En effet, le projet d'intégration des éléments armés en une force régulière capable de répondre aux menaces pesant sur l'unité et l'intégrité territoriale de la Somalie devrait, à mon sens, être une priorité pour le gouvernement somalien comme pour la communauté internationale. Je profite de cette opportunité pour saluer les efforts inlassables et les lourds sacrifices consentis par les troupes de l'AMISOM et les forces somaliennes malgré la gravité de la situation sécuritaire.

Monsieur Le Président,

L'ampleur de la souffrance palestinienne nous frappe dans nos chairs.

Nous sommes tous conscients, qu'après plus d'un demi-siècle de tragédies et de résistances, le peuple palestinien continue à subir l'occupation israélienne et à vivre dans des conditions inhumaines sous nos yeux.

Chaque fois qu'une lueur d'espoir de reprise des négociations de paix apparaît, l'Etat israélien y met fin en relançant la construction de nouvelles colonies.

Nous, en tant que Gouvernements, Nous, en tant que membres de l'Assemblée Générale des Nations Unies, avons le devoir moral et la responsabilité politique de dire NON et d'accorder à ce peuple frère le droit d'être libéré de toute occupation, le droit de vivre dans la dignité et la paix, le droit d'aspirer aux buts de tout un chacun, tout comme nous tous.

Un Etat Palestinien indépendant et viable avec Jérusalem-Est comme Capitale ainsi qu'une adhésion pleine et entière de la Palestine à l'ONU, constituent un impératif pour la paix et la stabilité dans cette région et changera le cours et l'image de l'histoire.

Monsieur le Président,

Il est indéniable que nous nous trouvons, aujourd'hui, à un moment crucial de l'histoire de notre organisation et que le monde dans lequel nous vivons est bien différent de celui de 1945. Il est, également, indéniable que cette évolution nous oblige à nous adapter aux réalités nouvelles et changeantes. À ce titre, la revitalisation de l'Assemblée Générale et la Réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies revêtent une importance primordiale.

Nous nous félicitons, à cet égard, de l'adoption par l'Assemblée Générale de la résolution sur la revitalisation des ses travaux. Suite à la conquête majeure que constitue sa création par les pères fondateurs, il nous faut poursuivre inlassablement notre quête pour concrétiser toutes les promesses que contient leurs visions.

S'agissant de la réforme du Conseil de Sécurité, il est impératif qu'à l'aube du 70^{ème} anniversaire de l'organisation, le continent africain, qui compte le plus grand nombre de pays, puisse jouir d'une voix permanente dans la conduite des affaires internationales. C'est pourquoi mon pays réitère sa totale adhésion aux conclusions du Sommet du C.10, tenu le 09 mai dernier à Livingstone, en Zambie, notamment la nécessité de poursuivre la promotion de la position commune africaine sur la réforme des Nations Unies et de préserver l'unité du Groupe africain. Plus de quinze ans après son adoption, le Consensus d'Ezulwini garde toute sa pertinence, surtout dans ce contexte où les questions africaines occupent plus que jamais l'agenda du Conseil de Sécurité.

Je vous remercie de votre attention !